

# Action sociale : les maires au cœur du « vivre ensemble »

Les 1<sup>er</sup> et 2 février, les 10<sup>e</sup> Rencontres nationales de l'Odas ont permis à plus de 500 acteurs locaux de réaffirmer leur attachement au pacte républicain.

« **I** est urgent de s'interroger sur la contribution présente et future des acteurs locaux, élus, professionnels, bénévoles et habitants, à la vitalité du pacte républicain pour bâtir des propositions de rénovation de la solidarité, de la citoyenneté et de la gouvernance susceptibles de redonner à tous l'espérance d'une société plus fraternelle », rappelait l'AMF, le 4 janvier dernier, dans un communiqué cosigné par les principales associations d'élus (ADF, AMRF, France urbaine, Villes de France, Ville & Banlieue). Dans ce contexte, plus de 500 élus locaux, cadres territoriaux des communes et des départements, responsables de CCAS ou encore travailleurs sociaux ont assisté aux 10<sup>e</sup> Rencontres nationales de l'Observatoire de l'action sociale (Odas), les 1<sup>er</sup> et 2 février à Angers (49), pour débattre autour d'un thème plus que jamais d'actualité en ces temps incertains : « Acteurs locaux et pacte républicain ». L'occasion de redonner ses lettres de noblesse au triptyque qui orne les façades des mairies, à commencer, une fois n'est pas coutume, par la fraternité.

« Si la liberté et l'égalité sont avant tout du ressort de l'État, la fraternité est l'affaire des communes », martèle à ce sujet depuis des années le délégué général de l'Odas, Jean-Louis Sanchez. Une conviction partagée par le secrétaire général de l'AMF, Philippe Laurent, pour qui « l'État n'est plus en mesure de piloter seul le "vivre ensemble" ». Car, il faut bien l'avouer, « la quasi-totalité des compétences en matière d'action sociale, mais aussi de vie quoti-

dienne, sont aujourd'hui exercées par les territoires », analyse le maire de Sceaux (92). Et de rappeler que « la mairie, c'est bien souvent le premier point de contact avec l'administration, parfois même le seul pour des personnes isolées ou dépendantes, notamment en milieu rural ». C'est donc bien sur les épaules des maires que semble aujourd'hui reposer l'avenir du développement social. Reste que, pour être efficace, l'action locale requiert le respect de deux conditions : un minimum de stabilité juridique, mais aussi une réelle confiance des pouvoirs publics dans la capacité d'initiative des acteurs locaux.

## Faire confiance aux maires

Pour Christophe Béchu, sénateur, maire d'Angers (49) et président de l'Odas, « il devient urgent de laisser le temps aux élus et aux acteurs de ter-



© Odas

rain de déployer leurs stratégies innovantes sur la base de règles stables ». Pour le secrétaire général de l'AMF, « les récentes réformes territoriales reposent sur un constat exact mais sur des réponses maladroites. Nous sommes dans un pays où on ne sait pas faire confiance ». Or, qu'il s'agisse de cohésion intergénérationnelle, de soutien à la jeunesse ou

**Selon le secrétaire général de l'AMF, « l'État n'est plus en mesure de piloter seul le "vivre ensemble" ».**

encore de développement de la citoyenneté, « l'engagement politique des maires est toujours total. C'est d'abord à eux qu'il faut faire confiance », a-t-il insisté.

Appelant ainsi de leurs vœux une « pause législative », les élus invitent les médias à mettre en valeur les initiatives solidaires des acteurs locaux, élus, travailleurs sociaux, associations et citoyens engagés, qui œuvrent quotidiennement au « mieux vivre ensemble », capables par-delà les clivages et les difficultés de « donner le primat à la relation humaine ». « Tout ce qui marche n'est pas forcément reproductible, mais sans aucun doute acclimatable », considère Christophe Béchu, qui a annoncé la tenue d'une conférence de presse, début mars, destinée à interpeller les candidats à l'élection présidentielle sur leur projet en matière de citoyenneté et de solidarité. **Christophe ROBERT**

## La Journée citoyenne : une démarche exemplaire

Imaginée en 2008 par Fabian Jordan, maire de Berrwiller (68), la Journée citoyenne propose aux habitants de se mobiliser bénévolement le temps d'une journée pour réaliser des projets qu'ils ont eux-mêmes proposés (amélioration du cadre de vie, rénovation d'équipements, projets culturels...). Portée par les maires, les agents municipaux

et les partenaires locaux (associations, entreprises, artisans, commerçants...), la démarche vise à créer du lien social. Elle concerne aujourd'hui plus de 700 communes. « L'essentiel est de savoir compter sur les compétences de chacun pour envisager la politique de demain », résume Fabian Jordan. [www.journeecitoyenne.fr](http://www.journeecitoyenne.fr)